



Fête de l'Humanité 2018 : pour certains, un "non évènement" ?

Mais pour les centaines de milliers de gens, hommes et femmes, jeunes et

moins jeunes qui se sont rendus au Bourget – La Courneuve, il s'agit d'un savant mélange fait de DIVERTISSEMENT, de CULTURE, de DÉBATS en tout genre, de RENCONTRES INSOLITES et INATTENDUES, un moment d'intenses confrontations politiques à gauche. Plus de 500 000 sur les 3 jours qu'a duré la Fête.

Avec un Parti Communiste, certes affaibli, mais qui refuse toujours aujourd'hui le faux débat entre une pseudo "droite-gauche" et l'extrême-droite, toutes deux aux avant-postes pour servir les intérêts de la Haute Finance, d'où est issu le président MACRON, laquelle sert les intérêts des ultra-riches.

**Sans le PCF, existerait-il la Fête de l'Humanité ?
NON, CERTAINEMENT PAS.**

Les adhérents du PCF sont mobilisés durant 4 mois à partir du mois de Juin, pour la diffusion du "BON DE SOUTIEN " jusqu'à la veille de l'ouverture, une semaine avant pour le montage des stands, et une semaine après pour tout remballer et ranger le matériel jusqu'à la pochaine.

Durant la fête, sur le stand des Sections PCF de SAFRAN - SNECMA de Corbeil et Villaroche, ce sont des centaines de personnes qui ont découvert la traditionnelle "soupe à l'oignon", mais aussi les débats sur tout ce qui est objet du blackout des Media :

- Préparation du Congrès du PCF, avec la popularisation de propositions qui n'en rabattent pas sur la nécessaire rupture avec la politique actuelle,
- Enrichissement des ultra-riches, avec un étranglement du système de protection sociale,
- Explosion des profits, avec l'extension de la précarité et du chômage
- Affirmation du PCF comme composante indispensable de la Gauche,
- Les résultats financiers du Groupe SAFRAN, mais avec une "véritable histoire " du Groupe, beaucoup moins idyllique que ne laisse paraître l'Histoire officielle.



Les "premiers de cordée" atteignent des sommets pour la distribution des dividendes, mais, derrière, le peuple de France "dévisse".



La fête est l'occasion, pour des centaines de milliers de gens, de découvrir la "vraie politique", celle qui part des préoccupations du monde du travail, des privés d'emplois, des précaires, et de la planète, pour arriver aux moyens de les satisfaire.

SAFRAN : Les mauvaises solutions du couple Gouvernement –

Direction du Groupe :

La vente de 2,5% des parts de l'Etat (12%) qu'il détient dans le capital du Groupe contre 1,24 milliards €.

Par cette opération, le Gouvernement donne le feu vert à la course aux profits menée par la Direction du Groupe, et par la spéculation boursière à laquelle recourent les marchés financiers qui n'ont, en fait, que faire du développement de l'industrie aéronautique et spatiale.

Les cabinets qui travaillent au service des mêmes marchés boursiers mettent toute leur énergie à conseiller aux détenteurs de portefeuille d'actions déjà bien garnis les recommandations les plus juteuses. Si le Revenu Français ou Capital prodiguent leurs conseil, par exemple, en recommandant aujourd'hui d'acheter "du SAFRAN" ou de vendre "du AIR FRANCE - KLM", ce n'est pas par philanthropie. Leur logique est claire : comprimer les salaires, faire chuter l'emploi, tout en maintenant la place occupée par les grands groupes industriels, c'est inévitablement intensifier le travail, accélérer les cadences, faire prendre des risques aux salariés, à qui on demandera de rendre des comptes, en cas d'insuccès.

Le maintien d'une position forte du capital public dans les grands groupes comme SAFRAN, c'est se donner les moyens de contrer les envolées irresponsables des marchés financiers, pour faire prévaloir l'intérêt public, et non comme le prétend le Ministre de l'Economie et des Finances pour défendre une conception de "l'Etat rentier qui perçoit des dividendes".

D'autant plus que, dans le même temps, il prodigue des libéralités en terme de finance, notamment par des aides publiques dont il n'a que faire de contrôler s'il sert à renforcer le capital humain et non à financer le Capital des Grandes Firmes. Ainsi, que constate-t-on à SAFRAN ?

SAFRAN a perçu, de l'Etat, selon les informations qui nous sont parvenues, 1 Million € au titre du CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), chaque année depuis au moins 2015, et a versé, depuis 2015, au total, plus de 2 Milliards € de dividendes aux actionnaires, parmi lesquels figurent l'Etat qui, en 2018, via ses 40 000 000 actions, aurait, selon les documents officiels du Groupe, touché 64 millions €. COMPRENNE QUI POURRA !



MACRON veut diviser, Le PCF veut rassembler.

Suppression des cotisations "assurance chômage" : le Gouvernement martèle à qui veut l'entendre qu'il s'agit d'une augmentation du pouvoir d'achat. Rien n'est plus faux. En opérant ainsi, MACRON prend le parti d'asphyxier la Caisse d'Assurance chômage que l'UNEDIC gère au sein de Pôle Emploi. Pas

étonnant que les "privés d'emploi" voient leurs indemnités rognées de tous côtés, les obligeant à recourir à l'emploi précaire. La boucle est bouclée :

- L'emploi stable se transforme en emploi précaire,
 - Les chiffres du chômage passent pour baisser,
 - Les profits et la rémunération du capital explosent,
 - La pression à la baisse sur les salaires se fait plus forte,
 - Retraités et Salariés de la Fonction Publique sont submergés de campagne de culpabilisation.
- Salariés, retraités, privés d'emploi sont mis en concurrence .

C'est le Capitalisme financier face auquel il y a besoin de se rassembler pour résister et bâtir une alternative. Les solutions existent. Nous y reviendrons.